

BILAN D'ACTIVITE 2003 DE L'OFDT

SOMMAIRE

INTRODUCTION	<hr/> 3
PARTIE 1 VEILLE ET AMELIORATION DES INDICATEURS	<hr/> 4
PARTIE 2 OBSERVATION DES POPULATIONS D'USAGERS	<hr/> 11
PARTIE 3 ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES	<hr/> 16
PARTIE 4 : EXPERTISE, VALORISATION	<hr/> 19
PARTIE 6 ADMINISTRATION, RESSOURCES HUMAINES ET LOGISTIQUE	<hr/> 27
BUDGET 2003	<hr/> 29
CONCLUSION ET PERSPECTIVES	<hr/> 30
MEMBRES DU CA (AU 31 DECEMBRE 2003)	<hr/> 31
MEMBRES DU CS (AU 31 DECEMBRE 2003)	<hr/> 35
ORGANIGRAMME DE L'OFDT	<hr/> 40

INTRODUCTION

L'année 2003, malgré un contexte budgétaire général difficile et grâce à la priorité accordée par la MILDT au maintien d'une observation globale sur les drogues qui s'est traduite par un soutien financier identique en 2003 à celui accordé en 2002, a été marquée par une consolidation des grandes missions que l'établissement assure maintenant depuis des années :

- Une observation pérenne des consommations et des perceptions des français sur les drogues ;
- La construction et le suivi d'indicateurs représentatifs des conséquences sanitaires et sociales des usages de drogues ;
- La surveillance des phénomènes émergents ;
- L'élaboration et l'application d'une démarche d'évaluation des politiques publiques.

L'établissement a été confronté en 2003 à une décision, sa délocalisation, lourde de conséquences sur son avenir. Si le choix d'une situation à St Denis peut être considéré comme un moindre mal, cette décision n'en comporte pas moins des impacts défavorables, notamment par le surcoût engendré, sans le financement correspondant. Elle oblige à réduire la part du budget consacrée aux études et, en conséquence, restreint la marge d'initiative de l'Observatoire. Le coût humain de la préparation et la mise en œuvre de cette délocalisation a été très élevé, trop à certains égards. Je tiens, à cette occasion, à remercier tout ceux qui ont donné d'eux-mêmes pour que cette délocalisation ait pu se dérouler dans les meilleures conditions.

Le directeur, Jean-Michel COSTES

PARTIE 1 VEILLE ET AMELIORATION DES INDICATEURS

Objectifs :

Poursuivre le repérage, l'analyse et l'amélioration des sources d'indicateurs existants sur :

- les drogues illicites
- les drogues licites (alcool, tabac, médicaments psychotropes et produits dopants)

Poursuivre l'élaboration d'indicateurs locaux

Consolider le dispositif d'enquête en population générale et articuler ce même dispositif avec le système statistique national général

Animation des groupes de travail

L'observatoire a poursuivi en 2003 son rôle de coordinateur et hôte des différents groupes de travail thématiques ; ce sont des lieux d'échanges sur les données disponibles mais aussi des forces de proposition sur les moyens nécessaires à leur amélioration. Des comptes rendus sont rédigés par les chargés d'étude de l'OFDT et mis en ligne sur le site internet du collège. Au cours de cette période, se sont réunis :

- à 2 reprises les groupes IDT, IDI et IDA ;
- à 4 reprises le groupe dommages sociaux ;
- le groupe mortalité s'est réuni une fois ;
- le groupe médicaments psychotropes mis en place cette année, s'est tenu à 3 reprises (une note bibliographique « Impact des médicaments psychotropes » rédigée par l'OFDT a été transmise et discutée à l'occasion d'une des séances).

Recueil Commun sur les Addictions et Prises en charge (RECAP)

C'est ainsi qu'a été baptisé le nouveau système d'information de recueil de données auprès des personnes en difficulté avec les substances psychoactives prises en charge par les différents professionnels et structures oeuvrant dans le champ des addictions. En 2002, le groupe IDI a produit un rapport qui devait conclure sur la nécessité de mettre en place une « fiche patient » commune aux CSST et CCAA, afin que la France se mette en conformité avec les protocoles européens et dispose ainsi d'un recueil « tout au long de l'année » des demandes de traitements (et non plus « à un moment donné – Enquête de Novembre DRESS). Fin 2002, l'OFDT disposait d'une version provisoire de cette fiche, qui a été mise en conformité avec les spécificités des équipes de liaisons au cours de l'année 2003. Des tests du nouvel outil de collecte (logiciel ProGdis) auprès de professionnels ont permis d'affiner cette « fiche patient » ; des adaptations du logiciel ont également été réalisées.

L'année 2004 servira de lancement pour ce nouveau dispositif, dans un premier temps auprès de quelques structures ; ce premier exercice permettra déjà de répondre aux obligations européennes.

Les rôles réciproques de l'OFDT et de la DRESS concernant ce système restent à être définis ; un exercice de l'enquête de Novembre a été lancé en 2003.

Elaboration de notes et de rapports

L'Observatoire est régulièrement interrogé par les pouvoirs publics (via son conseil d'administration le plus souvent) afin d'apporter un éclairage sur une thématique, documenter une question ou enrichir les connaissances. C'est notamment dans ce cadre que sont produits et diffusés les notes et rapports, dont voici les principales réalisations 2003 :

- « **Substitution aux opiacés dans 13 sites français** » : ce rapport constitue le second volet de la collaboration entre l'OFDT et la CNAMTS. Afin de disposer d'informations concernant l'utilisation des produits de substitution, la CNAMTS accepte de mettre à notre disposition les données spécifiques dont elle dispose : pour cet exercice la population étudiée a été celle des personnes bénéficiaires du régime général d'assurance maladie affiliées à l'une des 13 Caisses d'assurance maladie étudiées. Le rapport sera publié en 2004.
- « **La mortalité des usagers de drogues interpellés** » : après une longue période de préparation, notamment dû à l'obtention de l'accord du ministère de l'intérieur et de la CNIL, cette étude a pu être conduite au cours de l'année 2003 : il s'agissait de confronter le fichier des personnes interpellées de l'OCRTIS, du répertoire des personnes physiques de l'INSEE et du registre des causes de décès de l'INSERM. Le rapport était en cours de finalisation fin 2003.
- **Rapports d'activité des CCAA et des CSST** : collectés par la Direction générale de la santé, ces rapports ont été de nouveau cette année synthétisés par l'OFDT et analysés en lien étroit avec la DGS. Ce recueil d'information étant en principe exhaustif, il constitue une des seules sources susceptibles de fournir des données sur les usagers de drogues pris en charge par le dispositif spécialisé, au niveau régional, pour autant que les taux de réponse le permettent. L'analyse des rapports CSST 1998-2001 a fait, en 2003, l'objet d'une publication.
- **Répertoires des sources statistiques** : depuis 1998 l'OFDT conçoit et met à disposition la liste, par fiches détaillées, des différentes sources d'information existantes dans le domaine des drogues et des addictions. En 2003, le répertoire des sources « drogues illicites » a été mis à jour et deux nouveaux répertoires ont été élaborés : sources tabac et alcool ; ils seront mis en ligne dès 2004.

Suivis d'études

Afin de progresser dans la connaissance des consommations de drogues et de leurs conséquences sanitaires et sociales, l'OFDT assure le suivi et le financement (ou co-financement) d'études en lien avec des organismes de recherche, universités ou laboratoires.

Elaboration d'un cahier des charges, suivi de l'étude, validation des conclusions et du rapport final et enfin diffusion des résultats, constituent les principales tâches assurées par l'OFDT. En 2003, les efforts ont porté sur :

- **Etude dite « loi Gayssot » / accidents mortels de la circulation**: les résultats de cette étude lancée en 2001 (décret d'application du 27 août 2001) seront disponibles à la fin de l'année 2004. L'important travail de cette année a consisté notamment au suivi de la remontée des dossiers

(procédures) et à la relance auprès des acteurs de terrain (commissariats, gendarmerie). Une personne a été chargée à temps plein de cette activité. De plus l'OFDT a assuré la coordination de deux comités de pilotage ainsi que d'un comité scientifique et des trois réunions avec l'équipe de recherche. L'Observatoire a également participé à la rédaction des deux rapports intermédiaires de 2003.

- Enquête sur les femmes enceintes substituées à la méthadone ou à la buprénorphine haut dosage et caractéristiques de leurs nouveau-nés : cette étude menée par Claude Lejeune et Laurence Simmat-Durand (GEGA - Groupe d'étude grossesse et addictions) a été réalisée à partir de données collectées dans des services de maternité et de néonatalogie et a portée sur 259 cas.

Cette étude a fait l'objet d'une publication dans la collection « Focus » de l'OFDT.

- Drogues, activité professionnelle et vie privée - Deuxième volet de l'étude qualitative sur les usagers intégrés en milieu professionnel : cette recherche menée par Astrid Fontaine et Caroline Fontana (Association LRSH, Laboratoire de recherche en sciences humaines) est centrée sur les usagers de substances psychoactives (licites comme illicites), qui, en dépit de – ou « grâce à » – leur consommation, maintiennent durablement leur statut social et leur activité professionnelle. Faisant suite à une première recherche exploratoire publiée en juillet 2002, ce nouveau travail est, comme le précédent, fondé sur le recueil et l'analyse des discours d'usagers. Au total, 63 interviews ont été menées. Ce second volet (26 entretiens en 2002) porte une attention particulière aux usages de médicaments prescrits ou détournés, seuls ou en association avec des produits illicites.

Cette étude a fait l'objet d'une publication dans la collection « Focus » de l'OFDT.

- Recherche de l'alcoolémie dans les accidents corporels de la route et indicateurs d'alcoolisation : cette recherche menée par l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (INRETS), engagée dès la fin 2001, a l'ambition d'analyser le fonctionnement du système de connaissance sur l'alcoolisation des usagers accidentés afin de l'améliorer.

Cette étude a fait l'objet de la publication d'un *Tendances* en décembre.

- Drogues et dommages sociaux : Etat des lieux : Cette revue de la littérature, commandée par l'OFDT sur la base des préconisations de son groupe de travail « dommages sociaux », a été conduite en 2003 par le CIPC de Montréal (Centre international de prévention de la criminalité – M. Daniel Sansfaçon). Elle a porté sur la littérature française et internationale (Etats-Unis, GB, Hollande, Australie et Canada). Ce travail validé par les experts du groupe (relecture par les pairs), devrait permettre de dégager des recommandations sur les axes de recherches à développer, dans l'optique de disposer d'indicateurs pertinents de suivi des dommages sociaux liés à l'usage de drogues.

- Etude des certificats de décès pour réévaluer le rôle de l'alcool dans les décès par cirrhose : l'OFDT a rédigé en 2003 un projet d'étude afin de documenter cette question. Le projet de convention OFDT/INSERN SC8-CEPIDC conçu fin 2003 est à la relecture de l'INSERM. La convention pourra être engagée en 2004.

- Drogues et violences : afin de renseigner cette problématique une réflexion a été engagée en 2003 à l'occasion d'une réunion d'experts, qui s'est tenue à l'Observatoire. Il s'agit de porter une

attention sur les services des urgences, afin de documenter le degré d'implication de l'alcool et des drogues illicites dans les violences entre personnes (rixes, violences conjugales, etc.), les accidents du travail et les accidents domestiques. Devant les difficultés d'une telle étude, il a été décidé de prolonger la réflexion, en 2004.

Deux études lancées en 2003 sont en cours d'élaboration : il s'agit d'un travail sur la réponse institutionnelle à l'association entre alcool et délinquance (Claudine Perez-Diaz) et une mesure des coûts et bénéfices des substances illicites (Pierre Kopp). Ces deux recherches rendront leurs conclusions en 2004 et feront le cas échéant l'objet de valorisations spécifiques.

Indicateurs locaux

La **base de données des indicateurs départementaux ILIAD** conçue pour faire face aux besoins importants des professionnels de terrain à ce sujet, a été actualisée. Les données concernant les Départements d'outre-mer ont été intégrées et seront disponibles en ligne dès 2004.

Dispositif d'enquêtes en population générale

Depuis l'année 1999, l'OFDT conduit et finance les principales enquêtes en population générale et sur les jeunes pour mesurer l'ampleur et les évolutions des consommations et des perceptions des français sur les drogues.

Chaque enquête demande un travail important de montage et d'animation. Les principales tâches inhérentes à la mise en oeuvre d'enquêtes de cette ampleur sont : les demandes d'autorisation CNIL, la réalisation du questionnaire, la formation des enquêteurs, l'animation des comités de pilotage et scientifique, le suivi de la passation des questionnaires, la saisie (parfois externalisée) et le recodage (notamment des questions ouvertes). Ces tâches sont essentielles à l'élaboration de données fiables, qui donnent ensuite lieu au traitement statistique et aux interprétations.

L'OFDT, concernant les enquêtes qu'il mène, a pour politique de mettre à la disposition de tous les chercheurs qui en expriment la demande, ses bases de données, ses questionnaires et ses méthodes

Le travail de l'OFDT en 2003 a principalement porté sur :

Enquête	Echantillon	Réalisation 2003	Partenariat	Méthode
ESCAPAD 2003	20 000 jeunes (garçons et filles de 17 à 19 ans)	Terrain	Direction Centrale du Service Nationale	Questionnaire auto-administré

Cette enquête annuelle qui se déroule lors de la Journée d'appel et de préparation à la Défense (JAPD) et qui a été mise en place en 2000 comporte un questionnaire « corps » qui permet d'assurer

une parfaite comparabilité d'une année sur l'autre et des modules thématiques. L'exercice 2002 a permis par exemple de mettre l'accent sur les usages problématiques de cannabis et la dépendance au tabac. Cet exercice a été exploité au cours de l'année 2003 et a fait l'objet de publications diverses, à commencer par la parution d'un *Tendances* et du rapport dans la collection de l'OFDT

L'enquête 2003 devrait permettre d'améliorer la connaissance sur les dépenses réalisées par les jeunes pour leur achat de substances, les caractéristiques socioprofessionnelles des parents et les quantités de cannabis fumées. Pour la première fois, les TOM ont été intégrés dans l'échantillon (les DOM sont concernés par l'enquête depuis 2001).

Compte tenu de la taille de l'échantillon et de sa couverture géographique, cette enquête permet des **exploitations régionales** solides. A la demande d'organismes et institutions régionales plusieurs « rapports régionaux » (environ 30 pages chacun) ont été réalisés : Bretagne, Languedoc, Champagne-Ardenne, Nord-pas-de-Calais, Poitou-Charentes, Martinique, Bourgogne et Limousin.

En collaboration avec l'ORS Ile-de-France et la Mission de prévention des toxicomanies de Paris, l'OFDT a mis en place en 2003 une enquête « ESCAPAD – Paris ». Cette enquête représentative des jeunes d'une ville, dont le terrain se déroulera auprès de 2 000 jeunes en 2004, constitue une première en Europe.

Enquête	Echantillon	Réalisation 2003	Méthode
EROPP 2002	2 000 adultes représentatifs de la population française des 15-75 ans (méthode des quotas)	Exploitation des résultats	Enquête téléphonique

Cette enquête sur les représentations, opinions et perceptions des français sur les psychotropes a pour objectif de dégager les jugements de valeur que les individus construisent autour des drogues et de la toxicomanie. Le questionnaire de 2002, identique à celui de l'exercice précédent afin d'assurer une parfaite comparabilité, a été enrichi de questions qui devaient permettre d'éclairer l'évaluation du précédent plan triennal du gouvernement (1999-2001).

L'année 2003 a permis que soit exploitée cette enquête par le biais de différents articles et supports, dont un *Tendances* et un rapport dans la collection de l'OFDT. L'accent a notamment été porté sur des comparaisons avec l'exercice de 1999.

Une enquête exploratoire auprès des possesseurs de téléphones portables ayant abandonné toute ligne fixe a été parallèlement menée en 2003. Elle a fait l'objet d'une communication aux Journées de méthodologies statistiques de l'INSEE et d'un article.

Enquête	Echantillon	Réalisations 2003	Partenariat	Méthode
ESPAD 2003	17 000 élèves	Terrain	INSERM et	Questionnaire

	(établissements du MEN)		Ministère de l'éducation nationale	auto-administré
--	-------------------------	--	------------------------------------	-----------------

La participation au projet européen d'enquête sur les usages de drogue (ESPAD - *European School Survey Project on Alcohol and Other Drugs*) consiste en une collaboration entre l'OFDT et l'Unité " Santé de l'adolescent " de l'INSERM. Le terrain de cette enquête a eu lieu de mars à mai 2003 dans une trentaine de pays européens sur la base d'un questionnaire commun centré sur l'usage des drogues. Cette enquête offre de réelles perspectives, tant du point de vue du suivi de l'évolution en France que du point de vue de la comparabilité au niveau européen. Si le projet européen concerne en priorité les 15-16 ans, certains pays intègrent également des tranches d'âge supplémentaires. Il a ainsi semblé opportun de profiter en France du protocole mis en place pour interroger les 12-19 ans. Les jeunes ont répondu individuellement au questionnaire auto-administré en classe, en présence d'un professionnel de santé (infirmière, médecin scolaire). Cette enquête est reconduite tous les 4 ans à la même époque afin de permettre des comparaisons dans le temps.

Repérage de l'usage problématique de cannabis

Plusieurs échelles de dépistage de l'usage problématique de drogues ont été conçues à l'étranger, notamment aux Etats-Unis, en Nouvelle-Zélande et au Canada, pour les adultes comme pour les adolescents, afin de repérer l'aide la mieux adaptée au profil du répondant. L'OFDT recense actuellement, en lien avec l'OEDT notamment, les différentes expériences menées au niveau mondial.

En partenariat avec le service d'addictologie de l'hôpital Paul Brousse (Villejuif) l'OFDT a lancé en 2003 une enquête destinée à offrir une mesure de l'usage problématique de drogues (ADOTECNO - Adolescents, techniques d'évaluations des consommations nocives). Cette étude a pour but de tester la validité de plusieurs questionnaires utilisés pour le dépistage d'usage nocif de substances psychoactives aux Etats-Unis et en Nouvelle-Zélande : le CRAFFT (Car Relax Alone Forget Family or Friends Troubles) et le ALAC (Alcool advisory council). Elle comprend également un questionnaire conçu par l'OFDT pour l'exploration des usages problématiques (test CAST : Cannabis Abuse Screening Test) qui est déjà présent dans l'enquête ESCAPAD depuis 2002. Ces tests sont remplis parallèlement à un questionnaire permettant la détermination d'un profil psychologique des jeunes (le POSIT : Problem Oriented Screening Instrument for Teenagers), ce qui devrait permettre une mesure du lien entre usage de substances psychoactives et problèmes psychologiques.

Les premiers résultats interviendront dès 2004.

Autres activités

L'OFDT a poursuivi en 2003 sa participation au projet GENACIS - Gender and Alcool (constitution des bases et analyse) et a participé en tant qu'expert au projet MEDSPAD du groupe Pompidou (deux réunions : Rabat et Paris).

Au cours de l'année, l'OFDT a réalisé un certain nombre d'analyses secondaires, qui ont été publiées sur différents supports scientifiques ; on peut citer le cas du numéro de « Psychotropes – Fêtes sous influences » ou le numéro spécial CRIPS/Toxicibase « L'usage problématique de

cannabis ». La liste des articles publiés par les chargés d'études est consultable sur le site internet www.ofdt.fr

Enfin, l'OFDT, sur la base de ses enquêtes, réalise régulièrement des exploitations *ad hoc* à l'intention notamment de la presse ou de décideurs publics (les usages parmi les étudiants, les consommations chez les cadres...).

PARTIE 2 OBSERVATION DES POPULATIONS D'USAGERS

Objectifs :

Identifier l'existence de phénomènes nouveaux ou inconnus liés à l'usage de drogue, pouvant avoir des conséquences sanitaires, sociales ou économiques sur des populations spécifiques ou sur la population générale

Décrire et fournir des éléments d'explication de ces phénomènes liés à l'usage de drogue.

Fournir des informations sur les caractéristiques des usagers, des substances utilisées et des modalités d'usage au sein de populations spécifiques d'usagers.

Mettre à disposition des décideurs, des professionnels et des usagers des éléments de connaissance sur des phénomènes liés à l'usage de drogue susceptibles de modifier leurs décisions ou leurs pratiques

Le dispositif Tendances récentes et nouvelles drogues (TREND)

L'année 2003 constitue une période de référence pour ce dispositif. Mis en place en 1999, celui-ci a connu une évaluation de son protocole dès 2000 et l'élaboration d'un nouveau protocole l'année suivante. La mise en place des coordinations de sites ainsi que des divers partenariats a nécessité de nombreux cadrages. Le dispositif est actuellement structuré à partir de plusieurs outils :

- Le réseau des sites
- Le système SINTES
- La veille média
- Le suivi des procédures
- Des partenariats nationaux
- Les investigations spécifiques

Pour l'équipe OFDT en charge de ce dispositif le premier semestre de l'année est fortement dédié à l'analyse des différentes données issues des sites et la rédaction du **rapport national** publié en juin 2003 : « *Phénomènes émergents liés aux drogues en 2002. Quatrième rapport national du dispositif national TREND. juin 2003.* » Ce rapport fait donc le point sur les données recueillies au cours de l'année 2002. Il met notamment en évidence :

- Une modification de la structuration du petit trafic (diminution de la visibilité, déplacement en périphérie, modifications de l'offre) en lien avec des modifications de l'activité policière ;
- L'accroissement numérique de populations marginalisées originaires d'Europe de l'est sur certains sites ;
- La poursuite du développement de l'usage de cocaïne/crack dans les milieux observés ;

- Un développement de l'usage de buprénorphine haut dosage (Subutex®) et une involution de celui de flunitrazépam (Rohypnol®) parmi les usagers marginalisés vus par des structures de première ligne ;
- Une probable involution de la pratique de l'injection au profit du sniff.
- La persistance de pratiques à risques, tels le partage de seringues ou de matériels d'injection ;

L'une des spécificités de ce dispositif, est sa capacité à répondre rapidement à une question posée par les pouvoirs publics, ou les professionnels. En 2003, il s'est agit de sollicitations de la DGS, des CEIP (Comités d'Evaluation et d'Information sur la Pharmacodépendance), de l'AFSSAPS, de la MILDT et de l'OEDET. Les synthèses et actualisations des données produites par le dispositif ont porté en 2003 sur : les consommation de GHB ; l'usage détourné du protoxyde d'azote parmi les adolescents ; les usages de la kétamine (composition, appellations, prix, modalités de consommation) ; l'association de Viagra et Ecstasy ; les données de pureté et de prix de la cocaïne, de l'héroïne et du cannabis ; la consommation de Khat en France, les modalités de consommation de bière forte, les mésusages de la buprénorphine haut dosage en France, les facteurs de risque de l'hépatite C chez des usagers de drogues non injecteurs.

Le réseau des sites

L'année 2003 aura permis d'assoir ce dispositif qui n'a pas connu cette année de modifications structurelles majeures. Le site de Seine St Denis a du être fermé afin de recentrer une partie des moyens sur le site de Paris.

La coordination et l'animation du réseau des douze sites constituent une des activités majeures assurées par l'équipe de l'Observatoire. Cela permet d'assurer une stratégie de collecte similaire sur l'ensemble des sites et permet un ancrage fort auprès des acteurs et décideurs locaux. Ce sont ainsi près de cinq cent partenaires locaux qui ont contribué en fournissant des informations.

La nature et le domaine d'intervention des coordinations locales permet une bonne représentativité sur le champs : CSST, CIRDD et ORS. Les coordinateurs locaux (voir tableau) sont choisis tant pour leur qualité et expertise professionnel que pour leur capacité à développer et animer un réseau local. Chaque site est responsable de la réalisation d'un groupe focal sanitaire, d'un groupe focal répressif, du remplissage de trois ou quatre questionnaires qualitatifs, d'observations de terrain donnant lieu à la rédaction de notes de synthèse et de la réalisation d'une enquête quantitative auprès d'usagers. En 2003, le réseau des sites a réalisé (33 questionnaires qualitatifs, 34 groupes focaux et 105 notes d'observation). L'ensemble des informations recueillies ainsi que les résultats des travaux de partenaires locaux permettent à chaque équipe de coordination de rédiger un rapport de site présentant la situation des usages de drogues et les modifications marquantes survenues au cours de l'année. Une charte de rédaction et une structure communes ont été établies conjointement par les coordinateurs et l'OFDT. Toutefois chaque site a pu adapter le plan en fonction des problématiques locales.

Ainsi, une valorisation des travaux réalisés sur les différents sites en 2002 a été réalisé par l'OFDT, par la publication de : « *Observations locales des drogues - Observations sur les usagers de drogues en 2002 dans douze sites en France - Rapports locaux du réseau des sites Trend. mai 2003.* » Début 2004, l'ensemble des données recueillies en 2003 donnera lieu à la rédaction et mise à disposition de douze rapports de site.

Liste des coordinations TREND en 2003

COORDINATEURS	STRUCTURES	SITES
M. DELILE Jean-Michel	CEID	BORDEAUX
Mme GREMY Isabelle	ORS Ile de France	PARIS
M. CAGNI Gérard	SEDAP	DIJON
M. ESCOTS Serge	GRAPHITI	TOULOUSE
M. ROMAIN Olivier	CMSEA "Porte des Allemands"	METZ
M. THIRION Xavier	OREP	MARSEILLE
Mme AMAR Chantal	CIRDD 35	RENNES
Mme RODDIER Muriel	O.R.S de La Réunion	La REUNION (île De)
Mme MIACHON Catherine	CNDT	LYON
Mme MERLE Sylvie	ORS Martinique	MARTINIQUE
Mme VALLART Monique	réseau T+	GUYANE
M FONTAINE Bernard	Le Cèdre Bleu	LILLE

Les deux **réunions annuelles des coordinateurs de sites** ont eu lieu en janvier à Bordeaux et Juin à Paris. La première a permis notamment une présentation détaillée des résultats 2002 et la préparation des rapports de site et du rapport national ; la réunion de Paris s'est focalisée autour de la réorganisation de la collecte – partie observation de terrain.

Le système SINTES

L'année 2003 a permis également au système d'information centré sur les produits de synthèse et leurs usagers (SINTES) de fonctionner pleinement, toujours sur un principe de double collecte : acteurs socio-sanitaires et services répressifs. Au total pour l'année 2003, près de 1400 échantillons de drogues de synthèse et autant de questionnaires correspondant ont été collectés auprès des usagers ; et près de 1000 nouveaux résultats d'analyse ont été transmis par les laboratoires des douanes, de la police et de la gendarmerie concernant des produits saisis. Mis en place dès 1999, l'OFDT disposait de suffisamment de recul cette année pour envisager un travail d'analyse sur les tendances d'évolution. Ce travail a été réalisé et publié : « *Regards sur l'ecstasy et d'autres produits de synthèse en France. Analyse de la base du système d'identification national des toxiques et des substances (SINTES) de 1999 à la fin du premier semestre 2002. mai 2003* ». Une mise à jour de ces données a également été réalisée pour tous les produits collectés jusqu'en septembre 2003. Elle est disponible, en ligne : *Les produits collectés par le dispositif socio-sanitaire de juil. 2002 à sept. 2003 Note d'information du 14 novembre 2003*.

Le recul sur les quatre années et le volume d'échantillons recueillis, confrontés par les résultats réalisés en 2003 permettent de mettre en exergue un certain nombre d'éléments :

- relatif ralentissement de la diminution des doses moyennes de MDMA observées dans les comprimés d'ecstasy ;
- persistance de l'existence de médicaments divers vendus pour de l'ecstasy, pouvant entraîner des effets inattendus ; rareté de l'observation d'échantillons de méthamphétamine en France, malgré sa fréquence dans d'autres pays, tels les États-Unis d'Amérique ;
- la part importante des collectes de poudres, forme dont le contenu apparaît beaucoup plus aléatoire que celui des comprimés, à la fois en terme de composition et de concentration en principe actif tels la MDMA et l'amphétamine, pouvant parfois correspondre à des quantités potentiellement dangereuses.

Au total, parmi les produits nouveaux ou potentiellement dangereux faisant l'objet de notes d'informations en ligne, 3 tryptamines (voir ci-dessous) et une phénéthylamine (idem) ont été identifiées en 2003 pour la première fois en France, dans le cadre du dispositif. Ces identifications ont fait l'objet d'une notification officielle de l'OFDT vers l'Observatoire européen des drogues et toxicomanies, conformément aux termes de l'action commune européenne sur les drogues de synthèse de juin 1997.

- 5-MeO-DIPT (N,N-diisopropyl-5-methoxy-tryptamine - Première identification
Note d'information du **3 décembre 2003** (version initiale du 16 octobre 2003)
- 5-MeO-DMT (N,N-dimethyl-5-methoxy-tryptamine) - Première identification
Note d'information du **22 juillet 2003**
- AMT (alphamethyltryptanine)
Note d'information du **7 juillet 2003**
- Premières identifications de 2 CI (2,5 DIMETHOXY 4-IODOPHENETHYLAMINE)
Note d'information du 30 janvier 2004 (version initiale du 16 octobre 2003)

La veille média jeunes adultes

Cette analyse des contenus portant sur les drogues au sein de plusieurs magazines ciblés en direction des jeunes adultes permet d'identifier et de décrire les représentations des drogues véhiculés par ces médias et contribue à estimer le potentiel de diffusion de certains produits dans cette population. Ces résultats contribuent à la synthèse nationale et feront l'objet début 2004 d'un rapport.

Le suivi des procédures d'interpellations

Des partenariats avec l'OCRTIS et la police judiciaire de Paris ont été réactivés en septembre 2003. Ils permettent la réalisation d'un travail de lecture de collecte sélective d'informations puis d'analyse des **procédures** pour usage de drogues illicites (autres que pour le cannabis). Les premiers résultats s'avèrent prometteurs en terme de description des modalités de fonctionnement du petit trafic de produits illicites. Un exercice plus complet devrait être réalisé en 2004. Les résultats de 2003 seront utilisés pour le rapport national du dispositif TREND.

Les investigations spécifiques

Les **investigations spécifiques** permettent d'approfondir une thématique préoccupante au vu des résultats obtenus lors des collectes décrites plus haut. En 2003, ont été finalisés :

- L'exploration des usages et usagers de kétamine en France. Ce travail comprend une collecte quantitative auprès de 250 usagers de kétamine, la réalisation de deux groupes focaux et de vingt-quatre entretiens. Un article (p185) publié dans le rapport national a présenté des résultats intermédiaires, le rapport final sera publié début 2004.
- Les usages non substitutifs de la buprénorphine haut dosage. Ce travail comprend une exploitation de l'enquête « bas seuil » 2002 de TREND et la réalisation de trente-quatre entretiens. Un article (p205) publié dans le rapport national a présenté des résultats intermédiaires, le rapport final sera publié début 2004.
- La consommation des produits psychoactifs chez les femmes prostituées (p. 233) ; l'usage de drogues chez les prostitués masculins (p. 245). Le rapport final sera publié début 2004.

Deux investigations spécifiques ont démarré à la fin de l'année 2003 :

- Usages et usagers de produits naturels hallucinogènes en France ;
- Faisabilité d'un abord quantitatif de l'espace festif.

Le projet TREND-Europe

La conduite du projet « TREND – Europe » aura permis en 2003 de consacrer le dispositif national, comme précurseur au niveau international. En effet cette collaboration européenne avec six pays (Allemagne, Espagne, Grèce, Hollande, Portugal, Suède) et deux agences européennes (OEDT et EMEA), financé en partie par l'Union Européenne, a abouti à la rédaction d'un manuel bilingue (français, anglais) sur la mise en place et le développement d'une fonction d'information précoce sur les phénomènes émergents liés aux drogues. Il s'est en grande partie appuyée sur l'expérience française de surveillance des phénomènes émergents. Ce « modèle », aujourd'hui européen a été reconnu par l'OEDT et le Conseil Européen (groupe horizontal drogue). Il doit pouvoir aider d'autres pays qui souhaiteraient se doter d'un système analogue mais adapté à leur environnement national et servir de base au développement d'un outil européen. Un groupe d'experts européens devrait poursuivre ce travail dans le cadre de l'OEDT.

PARTIE 3 ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

Objectifs :

Prendre en compte la dimension évaluative dans la conception de la politique publique sur les drogues et dans le suivi de la mise en œuvre des dispositifs relevant de cette politique.

Evaluation des plans gouvernementaux

Plan triennal 1999-2002

Le Comité permanent interministériel de lutte contre la drogue et la toxicomanie (26/09/2000) avait confié à l'OFDT un mandat pour évaluer le « plan triennal de lutte contre la drogue et de prévention des dépendances 1999-2002» du gouvernement en précisant les finalités, les priorités et les modalités à mettre en œuvre pour réaliser cette évaluation.

Le premier trimestre 2003 a été consacré à la finalisation de la rédaction du rapport général d'évaluation du plan triennal et constitue donc l'aboutissement de 3 années de travail. A ce rapport ont été intégrés les résultats des évaluations spécifiques menées par des équipes indépendantes et qui ont été dirigées par l'OFDT lors de la période 2000-2002 (les programmes départementaux de prévention, la démarche interministérielle de formation, le rapprochement des structures spécialisées en vue d'une prise en charge des conduites addictives, le programme de réduction des risques et de médiation sociale dans le 18^{ème} arrondissement de Paris et les conventions départementales d'objectifs santé-justice). Un séminaire de travail réunissant les membres de la Commission "évaluation" du collège scientifique de l'OFDT et les chargés d'études de l'Observatoire a été organisé afin de finaliser le rapport et forger les conclusions et recommandations.

Une fois finalisé le rapport en mars 2003, ses résultats ont été présentés à la MILD'T. En mai 2003, le rapport a été restitué auprès des principaux conseillers techniques responsables de la politique de drogues et la MILD'T.

Ce rapport a fait l'objet d'une publication dans la collection « Evaluation » de l'OFDT ; sa diffusion a été prévue en même temps que la parution du plan gouvernemental 2004-2008 (non intervenue au 31 décembre 2003).

Plan quinquennal 2004-2008

L'OFDT a été sollicité par la MILD'T, chargée de préparer les futures orientations politiques en ce qui concerne la lutte contre les drogues, pour préparer l'évaluation du plan quinquennal à venir. L'objectif de cette évaluation est de rendre compte de l'atteinte des objectifs prioritaires annoncés dans le cadre des orientations politiques pour les prochains cinq ans, sur cette période. Certains axes stratégiques pourront donner lieu à des évaluations spécifiques.

La première étape d'accompagnement a eu lieu lors de la préparation du plan lui-même. Dans ce cadre, une des tâches confiées à l'OFDT a été de fournir des données actualisées relatives aux phénomènes (tendances majeures observées) ainsi que les informations clés issues de l'évaluation du plan précédent relatives aux carences identifiées dans la période de programmation 1999-2002

(constats). Cette fonction d' « éclairage » visait à aider la MILD'T à conceptualiser les objectifs du plan et à réfléchir aux indicateurs d'évaluation les plus pertinents pour chacun de ces objectifs.

La seconde étape, à venir, visera à assurer le suivi périodique des indicateurs retenus afin de vérifier le degré d'atteinte des objectifs énoncés dont les résultats seront restitués à la MILD'T.

Plan tabac

Un des objectifs de la stratégie tabac pilotée par la Direction générale de la santé a été d'améliorer les connaissances, notamment dans le domaine de l'efficacité de la politique publique en matière de lutte contre le tabac. Dans ce cadre, la DGS a souhaité confier à l'OFDT la définition des indicateurs validés et de protocoles d'évaluation permettant de mesurer les effets des actions publiques sur le tabac et d'affiner sur cette base leurs modes d'intervention.. Les termes de cette collaboration amorcée en fin d'année 2003, seront précisé avant le 1^{er} trimestre du 2004 et s'achèvera fin 2007 (échéance de la stratégie tabac 2004-2007) par la rédaction d'un rapport final d'évaluation de la politique mise en œuvre.

Évaluation de dispositifs plus spécifiques

Evaluation de l'opération « Lycées sans fumeurs »

L'opération « Lycées non-fumeurs » – défini par le « contrat-cadre de partenariat en Santé publique » liant les ministres de l'Education nationale et de la Santé – a été lancée en septembre 2003 dans 25 lycées publics volontaires (22 sites). Sollicité par le MEN en juillet 2003 pour évaluer ce projet, l'OFDT a sélectionné dès novembre le cabinet IOD dans le cadre d'un appel à projet. L'étude examine les moyens mis en œuvre par lesdits lycées dans le cadre de cette expérimentation, ainsi que l'évolution des pratiques (statuts et habitudes tabagiques, démarches de prise en charge de l'arrêt du tabac) et des perceptions des élèves et personnels concernés (connaissance et adhésion quant à la loi Evin, à la réglementation interne, à l'expérimentation). Elle s'appuie pour cela sur une enquête exhaustive de type « ex-ante/ex-post » menée auprès des personnes présentes un jour donné, pendant une heure donnée. Lors de la première vague d'enquête (fin décembre et premiers jours de janvier 2004), 15 700 élèves et 1 490 personnels ont participé à l'enquête, soit des taux de couverture respectifs de 74% et 47%.

Les résultats de cette collecte feront l'objet d'un rapport d'analyse, disponible en juin 2004. Ils seront confrontés à ceux de l'enquête prévue pour décembre 2005.

Evaluation de la prise en charge des addictions en milieu carcéral

Afin de faire le bilan de l'application des objectifs de la note interministérielle DGS/DHOS/DAP/MILD'T du 9 août 2001 relative à l'amélioration de la prise en charge sanitaire et sociale des personnes détenues présentant une dépendance aux produits licites ou illicites ou ayant une consommation abusive, un questionnaire élaboré par l'OFDT en concertation avec les partenaires ministériels concernés a été adressé à l'ensemble des DDASS (taux de retour : 95%). Ce questionnaire a permis de collecter des données actualisées sur l'offre de prise en charge en milieu

carcéral, ainsi que sur l'organisation des modalités d'intervention locale et la coordination entre les acteurs sanitaires et sociaux oeuvrant en milieu pénitentiaire.

Une réunion de restitution des premières tendances et d'analyse d'expériences locales a eu lieu en décembre : elle a regroupé une dizaine de médecins responsables de projet « addictions en milieu carcéral » et 3 médecins-inspecteurs des DDASS issus de 7 départements identifiés comme ayant abouti favorablement dans la formalisation d'un protocole de prise en charge des détenus présentant des problèmes d'addiction. Ce tour de table des intervenants de terrain a permis d'éclairer les éléments chiffrés issus de l'exploitation du questionnaire avec des informations qualitatives de nature à suggérer des pistes de relance du dossier.

Un rapport final sera élaboré au cours de l'année 2004 et restitué aux principaux acteurs.

État des lieux des actions de prévention en France

Le programme APPRE, « Actions et projets de prévention – recensement » a été interrompu en 2002, afin d'être révisé. La redéfinition souhaitée consistait au recentrage du programme sur la seule observation des pratiques de prévention et donc de réajuster sa méthodologie (questionnaire et protocole) en fonction des exigences scientifiques exclusives de la discipline. A l'issue de deux réunions organisées en début d'année, avec la MILD'T, des représentants des CIRDD et des chefs de projet « drogues et dépendances », l'OFDT en lien avec son Collège scientifique a redéfini le protocole de collecte du système. Afin de contribuer à la dynamique récente d'évaluation des politiques publiques, la révision d'un tel système d'observation devra également prendre en compte l'évolution des orientations interministérielles dans le champ de la prévention.

PARTIE 4 : EXPERTISE, VALORISATION

Objectifs :

- Contribuer à éclairer les problématiques prioritaires
- Valoriser les travaux de l'OFDT et les résultats de la recherche

Expertise

L'Observatoire consacre un temps de travail toujours plus grand à son rôle d'expertise. Les sollicitations se concentrent majoritairement autour des axes et sujets suivants : expertise méthodologique concernant des enquêtes et questionnaires (ex : ENVEFF, questionnaire de l'étude du CRACPA sur les usages dans trois collèges de Clermont-Ferrand), expertise concernant des évaluations (ex : évaluation de la loi « Borloo ») et présentation ou rédaction d'articles épidémiologiques sur les usages et les conséquences.

Un certain nombre de réunions techniques ont été organisées par la MILD'T pendant l'été 2003, afin de construire des scénarios possibles pour une refonte de la loi de 1970 ; loi cadre sur les stupéfiants en France. L'ensemble de l'équipe a été sollicité sur ces ateliers de travail.

Par ailleurs, l'Observatoire est membre de droit de la **Commission nationale des stupéfiants et des psychotropes** animée par l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) ; à ce titre il participe à ses réunions périodiques. L'OFDT a participé à l'ensemble des réunions qui se sont tenues en 2003 (17/03-23/04-24/06-23/10-18/12) et a présenté les résultats de ses travaux et apporté son expertise à l'ensemble des thématiques abordées entrant dans son champ de compétence. L'OFDT a également participé aux réunions des **Comités techniques des centres d'évaluation et d'information sur la pharmacodépendance** (08/01-20/03-20/05-18/09-18/11).

Principaux colloques et séminaires 2003

Intitulé du colloque	Intitulé de l'intervention OFDT	Dates
Neuvième Congrès espagnol de toxicomanie. Valladolid	Observación de los fenómenos emergentes relacionados con drogas : la experiencia del dispositivo TREND en Francia	02/2003
Académie nationale de médecine	« Consommation de cannabis et des drogues d'apparition récente »	03/2003
Commission d'enquête sur les drogues illicites du Sénat – ont été auditionnés : M PARQUET, M COSTES, M GOT et M SETBON.	Drogues illicites : qui consomme ? ; Comment ? Quels dommages induits ? ; Quels produits ? ; le cas ecstasy ; opinions et perceptions sur les drogues ?	03/2003
Commission nationale de suivi des	Substitution aux opiacés en France	04/2003

traitements de substitution. Paris	Etat des lieux de 1996 à 2001	
14 ^{ème} conférence internationale sur la RDR (Chiang mai – Thaïlande)	« Results of the third year (2001) of the national monotoring emerging trends system in France »	04/2003
Seconde conférence latine de réduction des risques Perpignan	Usages d'opiacés en France : évolutions récentes des usages et des usagers	05/2003
65th Annual scientific meeting of College on problems of drug dependence (CPDD) Miami USA Juin 2003	Content of pills supposed to be "ecstasy", collected by SINTES (French identification system for synthetic drugs) between 09-1999 and 06-2002 Dosage of MDMA in pills chemically analysed by SINTES between 09-1999 and 06-2002	06/03
24ièmes journées ANIT, Marseille	Espace festif techno et usages de produits : Evolutions récentes des usages et des usagers	06/2003
Compte-Rendu aux décideurs (MILDT, DGS, AFSSAPS) de l'exercice TREND 2002	Eléments d'information sur la Buprénorphine Haut Dosage au travers des données issues de l'enquête bas-seuil 2002 Éléments d'information issus de l'exercice TREND 2002	06/03
Ateliers de pharmacodépendance Biarritz – Ce séminaire Co- organisation OFDT/CEIP	Produits et usages en France : « Phénomènes et tendances en 2002. Projet TREND Europe : Développement d'une Fonction d'information Précoce sur les Phénomènes Emergents liés aux Drogues	10/03
Journées Internationales de Biologie. Paris	Épidémiologie des addictions en France Données récentes.	11/03
EWS meeting, EMCDDA, Lisbonne	SINTES information system : French experience of a national database on synthetic drugs	12/03
Etc...		

Les publications de l'OFDT

La publication *Tendances*, lancée en 1999 est destinée aux décideurs, professionnels et chercheurs du domaine. En 2003, 6 numéros sont parus :

- N° 33, décembre 2003 : Recherche de l'alcoolémie dans les accidents corporels de la route et indicateurs d'alcoolisation

- N° 32, septembre 2003 : Ecstasy et autres produits de synthèse en France - État des lieux issu du dispositif SINTES 1999-2002
- N° 31, juillet 2003 : Tendances récentes et nouvelles drogues en France en 2002. Résultats du quatrième rapport national
- N° 30, juin 2003 : Les adultes et les drogues en France : niveaux d'usage et évolutions récentes
- N° 29, mai 2003 : Evolutions récentes des usages de drogues à 17 ans : ESCAPAD 2000-2002
- N° 28, janvier 2003 : Drogues et politiques publiques : évolution des perceptions et des opinions, 1999-2002

L'OFDT a poursuivi en 2003 les efforts engagés les années précédentes vers une amélioration de la qualité éditoriale de ses publications. Quatre « collections » ont ainsi été créées :

1. Collection « Enquêtes en population générale » : elle reprend les grandes enquêtes périodiques menées ou co-réalisées par l'OFDT. En 2003 ont été éditées :

- Septembre 2003 - Drogues et adolescence : usages de drogues et contextes d'usage entre 17 et 19 ans, évolutions récentes ESCAPAD 2002, OFDT, 164 p.
- Janvier 2003 - Penser les drogues : perceptions des produits et des politiques publiques. Enquête sur les représentations, opinions et perceptions sur les psychotropes EROPP 2002, OFDT, 227 p.

2. Collection « Focus - Consommations et conséquences » : elle concerne pour l'essentiel la valorisation des études suivies et financées par l'OFDT dont la finalité réside dans l'amélioration des connaissances sur les consommations et les conséquences sanitaires et sociales des drogues. En 2003 ont été édités :

- Dec. 2003 - Fresnes - Mortalité des sortants Étude rétrospective de la mortalité des sortants de la maison d'arrêt de Fresnes Second volet de l'évaluation des unités pour sortants (UPS), OFDT, 60 p.
- Nov. 2003 - Consommation de Rohypnol® hors protocole médical depuis février 2001. Zoom sur les conséquences de l'arrêté relatif à la restriction de mise sur le marché du flunitrazepam sur la vie quotidienne de ses consommateurs, OFDT, 55 p.
- Oct. 2003 - Drogues, activité professionnelle et vie privée : deuxième volet de l'étude qualitative sur les usagers intégrés en milieu professionnel, OFDT, 161 p.
- Oct. 2003 - CSST 1998-2001 : exploitation des rapports d'activité-type des Centres spécialisés de soins aux toxicomanes, 1998-2001, OFDT, 51 p. -
- Juillet 2003 - Grossesse et substitution : enquête sur les femmes enceintes substituées à la méthadone ou à la buprénorphine haut dosage et caractéristiques de leurs nouveau-nés, OFDT, 142 p.
- Juin 2003 - Substitution aux opiacés : synthèse des informations disponibles de 1996 à 2001 en France, OFDT, 80 p.
- Avril 2003 - Dispositifs spécialisés "alcool" et "toxicomanie", santé publique et nouvelle politique des addictions, CAFI / OFDT, 128 p.
- Avril 2003 - Evaluer l'intervention en toxicomanie : significations et conditions, CAST / OFDT, 80 p.

3. Collection TREND - Tendances récentes et nouvelles drogues : cette collection se concentre sur l'analyse des phénomènes émergents, principalement ceux détectés via le dispositif TREND. En 2003 ont été édités :

- Juin 2003 - Phénomènes émergents liés aux drogues en 2002, quatrième rapport national du dispositif TREND, OFDT, 288 p.
- Mai 2003 - Regards sur l'ecstasy et d'autres produits de synthèse en France, OFDT, 224 p.
- Mai 2003 - Observations locales des drogues. Observations sur les usagers de drogues en 2002 dans douze sites en France : rapports locaux du réseau des sites TREND, OFDT, 465 p.

4. Collection Evaluation : cette collection reprend les rapports d'évaluation dirigés par l'OFDT. Sept rapports ont été édités en 2003 ; six rapports consacrés à l'évaluation du plan triennal (non diffusés) et un rapport sur l'application de la loi Evin en milieu scolaire :

- Dec. 2003 - Le tabac en milieu scolaire. Résultats de la première évaluation de la loi Evin dans les écoles, collège et lycées (2002), OFDT, 164 p.
- Septembre 2003 - Evaluation du plan triennal de lutte contre la drogue et de prévention des dépendances (1999-2002) : rapport général, OFDT, 380 p.
- Septembre 2003 - Médiation et réduction des risques. Evaluation du programme de réduction des risques et de médiation sociale dans le 18ème arrondissement de Paris, OFDT, 106 p.
- Septembre 2003 - Programmes Justice-Santé. Evaluation des conventions départementales d'objectifs, OFDT, 152 p.
- Septembre 2003 - Prévention programmes départementaux. Evaluation des programmes départementaux de prévention, OFDT, 120 p.
- Septembre 2003 - Rapprochement des dispositifs spécialisés. Evaluation du rapprochement de structures spécialisées pour une prise en charge globale des addictions, OFDT, 88 p.
- Juillet 2003- Formations. Evaluation du volet formation, OFDT, 112 p

Ces rapports sont édités en format papier (le tirage est variable et fixé en tenant compte de la taille du groupe cible des lecteurs) et mis en ligne en intégralité sur les sites Internet www.drogues.gouv.fr et www.ofdt.fr. L'OFDT pour chacun de ses rapports rédige une quatrième de couverture qui reprend le cadre de l'étude et les principaux résultats.

Un appel d'offre concernant le renouvellement des contrats avec nos fournisseurs (impression et routage) a été lancé fin 2003.

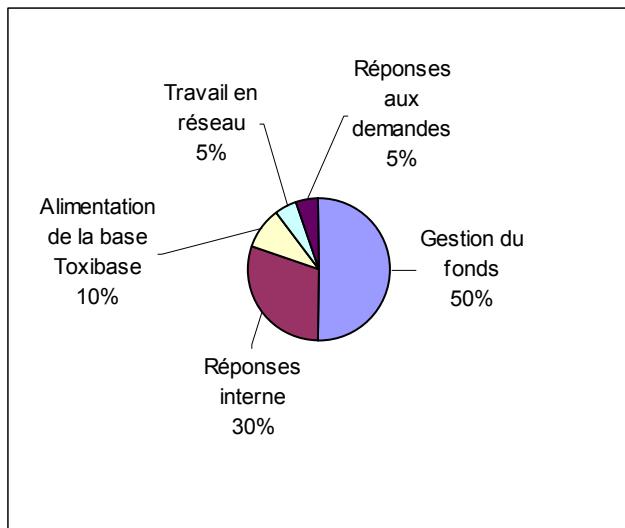
La parution des rapports phares de l'OFDT, s'accompagne d'une communication presse (mise à disposition de dossiers et communiqués de presse, organisation d'interviews, suivi des relations presse, revue de presse ad hoc...). Cette année les rapports ainsi médiatisés, ont été : EROPP, TREND et ESCAPAD.

L'OFDT traite par ailleurs les demandes d'informations émanant des principaux supports de la presse généraliste et spécialisée, sur toutes les questions ayant trait aux drogues.

Documentation

La base de données interne du centre de documentation de l'OFDT compte à ce jour 5 700 références indexées ; plus de 950 documents ont été enregistrés en 2003 : 66 livres, 142 rapports, 14 thèses, 11 brochures et textes divers et surtout 659 articles qui constituent la part du fonds dont l'accroissement est le plus rapide.

La répartition de l'activité de la documentation peut être synthétisée de la manière suivante :



La documentation de l'OFDT travaille en réseau et en étroite collaboration avec Toxibase dans le cadre d'une convention de travail annuelle, mais aussi avec les centres de documentations de la MILDT, de l'OEDT et de l'Ireb.

La réponse aux demandes externes d'informations sur les drogues est assurée par la documentation en collaboration avec le secrétariat : 694 demandes ont été traitées en 2003.

Enfin, la part des recherches bibliographiques réalisées, en grande partie pour les chargés d'études de l'OFDT, et dans une moindre mesure pour des chercheurs partenaires, a significativement augmentée en 2003 (dommages sociaux, les pathologies des usagers de drogues et des recherches dans le cadre de l'évaluation du plan triennal...).

Site internet www.ofdt.fr

Le site Internet, ouvert fin 2002, a été progressivement enrichi de nouvelles rubriques en 2003, afin de faciliter l'accès à l'information pour le plus grand nombre (espace journaliste, rubrique « le point sur » qui permet une visualisation rapide des dernières données disponibles sur une thématique, les bases de données, les publications, section en anglais...). Ce portail ouvre sur plusieurs sites « privés » accessibles par mot de passe aux partenaires de l'OFDT (site « TREND-SINTES » pour les acteurs du réseau et site du collège scientifique). On comptabilise plus de 10 000 visites en moyenne par mois.

Le développement de ce projet se poursuit en parallèle à la participation au site www.drogues.gouv.fr

Partie 5 International

OEDT-Reitox

Depuis la mise en place au niveau européen de l'OEDT, l'OFDT est officiellement le point de contact français (point focal) ; à ce titre et depuis 1996 le GIP-OFDT, sous la responsabilité de l'état français a pour tâche de fournir à l'OEDT toutes les informations requises dans le cadre des programmes de travail de cette agence ou de satisfaire toute demande ponctuelle des décideurs et autres partenaires clés. De plus, l'OFDT assure en partie la diffusion au niveau national des résultats des travaux de l'Observatoire européen et du réseau.

En pratique cette collaboration se matérialise par la signature d'un contrat annuel, identique à chacun des pays membres de l'UE, dont les modalités administratives et financières ont été revues en 2003.

Le travail le plus important est la réalisation du **Rapport national** annuel qui fait état du phénomène de la drogue en France (données épidémiologiques, réduction de la demande, évolutions politiques et législatives, tendances actuelles et trois thèmes traités en profondeur – en 2003 : « l'évaluation des stratégies nationales en matière de drogues », « problèmes de cannabis : comprendre l'augmentation de la demande de traitement » et les « co-morbidités » en matière d'usages de drogues »). Ce rapport est mis à la disposition du public sur <http://www.ofdt.fr/BDD/publications/fr/natrep.htm>, en français et en anglais.

En supplément des tâches traditionnelles (Action commune, EDDRA, indicateurs épidémiologiques clés, participation aux différentes réunions et groupes de travail, vérifications linguistiques...) l'OFDT s'est particulièrement investi en 2003 dans la refonte et l'amélioration du système de collecte et des outils de l'OEDT.

Projets européens et internationaux

➤ Le projet «*Development of a European early identification function for emerging drug phenomena* » s'est achevé en 2003 avec la publication et la diffusion du rapport final dans une version imprimée et disponible sur internet (<http://www.ofdt.fr/BDD/publications/fr/eurotrnd.htm>). Ce manuel bilingue anglais/français présente les principaux résultats du projet dont l'objectif est de développer un modèle commun de Fonction d'information précoce sur les Phénomènes émergents liés aux drogues. Cette fonction devrait permettre d'identifier et de comprendre plus rapidement les changements récents d'usage de drogues ou les nouvelles drogues, autant de phénomènes élusifs souvent peu visibles avec des systèmes de surveillance classiques.

➤ L'OFDT a remporté fin 2003 l'appel d'offre lancé par l'OEDT : « Les pratiques d'évaluation au sein de 5 Etats membres de l'UE dans le cadre des politiques nationales de lutte contre les drogues ». Cette étude sera conduite au cours du premier semestre 2004.

L'encadrement de thèse « Elaboration d'un outil d'évaluation de l'efficacité des politiques de prise en charge des usagers de drogues : France, Royaume-Uni et Espagne » sera poursuivie en 2004.

¶ L'OFDT s'est fortement impliqué sur la période 2003 sur la démarche de l'Union Européenne visant à faciliter l'accession des **pays d'Europe centrale et orientale** au sein de l'Union. Dans le cadre d'une convention de jumelage signée entre les Etats français et polonais, l'OFDT a assuré le volet « système d'observation » dans un premier temps puis a été nommé chef de projet. A ce titre, l'Observatoire en lien le conseiller pré adhésion et le chef de projet polonais, a rédigé le rapport final destiné aux autorités européennes et nationales.

Calendrier des rencontres menées dans le cadre du programme de jumelage en 2003

Dates	Intitulé et objectifs de l'activité	Membres de l'OFDT impliqués
3-10/11/2002	(2.2) Visite d'étude à l'OFDT (Paris) : Présentation complète de l'organisation et des missions menées par l'OFDT au PF polonais	+ Toute l'équipe
10-14/04/2003	(2.6) Formation du point focal polonais à Paris Séminaire de 5 jours animé par les experts OFDT axé sur les méthodologies utilisées pour mettre en place un système d'information sur les drogues tant au niveau national que régional ; sur la base notamment des 5 indicateurs clés européens	+ Toute l'équipe
12-16/05 2003	(2.7) Séminaire (SOPOT) concernant la collecte de données relative aux indicateurs de l'OEDT	3 personnes
15-17/09/2003	(2.8) Atelier (Kracovie) sur l'analyse et l'interprétation des données issues des enquêtes en population générale. Thèmes traités : usages de drogues synthétiques, usage problématique de cannabis, exclusion sociale des usagers de drogues.	3 personnes
30/06-2/07/2003	(2.9) Atelier (Varsovie) sur les stratégies de diffusion de l'information : site internet, communication scientifique, relations avec les médias, communication interne....	2 personnes
2-4/07/2003	(2.10) Atelier (Varsovie) sur l'évaluation des politiques publiques : mettre en œuvre une méthodologie afin d'évaluer le programme drogues 2002-2005 polonais	2 personnes
17-19/09/2003	(3.1) Evaluation (Varsovie) du projet et rédaction d'une version provisoire du rapport final	1 personne

¶ A la demande de l'Etat français et après plusieurs échanges au sein du conseil d'administration, l'Observatoire a été désigné pour apporter son expertise dans le cadre du soutien apporté à l'Afghanistan ; l'OFDT a proposé un protocole « de système rapide d'observation » susceptible d'être mis en œuvre en **Afghanistan** et d'aider les autorités de Kaboul à cerner la situation de l'usage de drogues, notamment dans la capitale. Ce projet a été accepté par le ministère des Affaires étrangères et a fait l'objet d'une convention signée en 2003. Une première mission a eu lieu au cours de l'été ; à l'issue de cette dernière un rapport de mission a été rédigé et transmis aux principaux opérateurs (ministère et ambassade).

➤ L'Observatoire a été sollicité par la Commission Inter Américaine de lutte contre les drogues (CICAD – basée à Washington) afin qu'il apporte son expertise pour renforcer ou aider à la mise en place de structures d'observation des drogues, dans quelques pays ciblés de la zone caraïbe ; zone géographique où la France est particulièrement présente avec ses départements d'outre mer. Après plusieurs échanges avec l'OID (Observatoire Inter-Américain des drogues – service de la CICAD) un séminaire de travail a été monté et s'est tenu en septembre 2003, au CIFAD de Fort de France. Ce colloque a fait l'objet d'un rapport de mission qui détaille les activités qui ont été menées et les perspectives de collaborations. Une formation animée par l'OFDT et pris en charge par la CICAD devrait se tenir au cours du premier semestre 2004.

➤ L'OFDT a contribué à l'activité statistique et épidémiologique des grandes instances internationales : suivi du groupe épidémiologique du Conseil de l'Europe (Groupe Pompidou), rapport national pour le PNUCID...

PARTIE 6 ADMINISTRATION, RESSOURCES HUMAINES ET LOGISTIQUE

Conseil d'administration et assemblée générale

Le conseil d'administration de l'OFDT s'est réuni à cinq reprises en 2003. M. Philippe Jean PARQUET, personnalité qualifiée, a été élu président lors de la séance de janvier (le principe d'une vice présidence assurée par le président de la MILDT a été prolongé). Au cours de son exercice 2003, le conseil d'administration en plus de ses fonctions « classiques » - adoption des comptes et des orientations de travail - a pris deux importantes décisions pour le groupement :

1. il a doté le personnel d'un statut public, conformément aux textes les plus récents et notamment le décret de 2003 régissant les statuts du personnel des agences sanitaires ;

2. et a traduit dans les faits la décision prise par le gouvernement en 2001 d'une délocalisation de l'OFDT à St Denis. Cette décision du CIADT de Limoges de juillet 2001 a été soumise au conseil d'administration de l'OFDT qui, dès le 12 juillet 2001, mandate son directeur pour conduire les démarches nécessaires à sa mise en œuvre. Le principal obstacle est d'ordre budgétaire. Les décisions du CIADT ne prévoyant pas de mesures budgétaires d'accompagnement, l'OFDT doit rechercher par lui-même des solutions pour couvrir les coûts induits par sa délocalisation :

- coûts d'investissement pour l'aménagement des nouveaux locaux (les locations ne portant que sur des plateaux nus),
- coût de fonctionnement essentiellement dus au niveau élevé des loyers des nouveaux locaux.

En conséquence, le Conseil d'administration de l'OFDT décide de créer un « fonds de réserve » pour couvrir les coûts d'investissement et y affecte les excédents budgétaires des exercices 2000, 2001 et 2002. Une mesure nouvelle budgétaire, demandée sur le PLF 2003, pour couvrir le surcoût annuel de fonctionnement n'aboutira pas.

L'agrément pour la localisation au 105, rue La Fayette arrivait à échéance le 22 juillet 2002 ; en conséquence et à partir de cette date, l'établissement se trouvait en situation irrégulière. Dès lors, le Conseil d'administration demande au directeur de lui soumettre une proposition de localisation à Saint-Denis et, après avoir délibéré, approuve à l'unanimité le projet de localisation dans l'immeuble « Les Borromées » à Saint-Denis, lors de sa séance du 6 juin 2003. En parallèle, lors de sa séance du 15 mai 2003, le Collège scientifique de l'OFDT, s'est également prononcé en faveur d'une localisation du GIP proche de Paris.

Un nouveau collège scientifique a par ailleurs été désigné par le conseil d'administration pour la période 2003-2005.

Collège scientifique

Le collège scientifique, présidé par M. Claude GOT (reconduit dans ses fonctions pour une période de trois ans) s'est réuni à trois reprises : mars, mai et novembre. La composition du collège est restée stable ; néanmoins un accent a été porté sur les questions liées au tabac et au dopage.

La question de la poly consommation ainsi que la théorie dite de « Lederman » ont été notamment débattues en séance plénière. Le site internet privé du collège (www.ofdt.fr/cs/) demeure opérant et a été harmonisé avec le site général.

Personnel et moyens financiers

Au 31 décembre 2003, les effectifs de l'OFDT comprenaient 30¹ personnes, dont :

- 1 mise à disposition
- 3 fonctionnaires détachés
- 26 contractuels de droit public

Il a été proposé à l'ensemble des contractuels une modification de leur contrat en 2003. Tout le personnel a accepté de passer sous le régime du droit public et d'être reclassé sur les nouvelles grilles adoptées par le conseil d'administration. Les conditions de recrutement et d'emploi des agents de l'OFDT sont désormais régies par le document intitulé « *Règles applicables aux personnels contractuels de droit public recrutés par l'OFDT* », document validé par le conseil d'administration lors de sa séance de juin.

Séminaire interne

Le 11 décembre un séminaire interne a été organisé pour l'ensemble de l'équipe dans les locaux de l'OFDT. Dans la perspective de la délocalisation et des dix ans d'existence de l'Observatoire, plusieurs thématiques jugées prioritaires ont été abordées en ateliers puis en séance plénière. Cette journée s'est traduite par la rédaction d'un document de travail « cadre », sur un certain nombre de propositions issues du séminaire, à mettre en œuvre dès 2004 (organisation interne, programme de travail annuel, gestion des ressources humaines, mise en place de réunions scientifiques...).

¹ Plus un agent comptable en adjonction (une 1/2 journée par semaine)

BUDGET 2003

Recettes

Recettes	
Subvention MILDT	3 353 900
Autres subventions	1 026 746
Autres recettes	55 000
Total recettes de fonctionnement	4 435 646
Total recettes en capital	130 823
Prélèvement sur fond de roulement	493 700
Total	5 060 169

Dépenses

Comptes 60 (achats)	353 900
Comptes 61 (prestashop. Extérieures)	1 756 323
	<i>dont études</i>
	1 513 206
Comptes 62 (honoraires, publications, missions, autres prest. extérieures ...)	707 020
Comptes 63 et 64 (personnel)	1 537 580
Autres (ch. except. et dot amortissements)	134 523
Total dépenses de fonctionnement	4 489 346
Total dépenses en capital	570 823

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

L'année 2003 a été une année charnière dans le développement de l'établissement. Le dispositif permanent d'observation mis en place les années précédentes a pu être maintenu et conforté, permettant à l'observatoire d'assurer valablement les missions qui lui ont été confiées. Les perspectives pour 2004 et 2005 paraissent plus sombres en raison des déséquilibres financiers attendus pour les années à venir. Comme documenté dans la note sur les perspectives financières 2004-2005, le surcoût de la délocalisation non financé ne peut être couvert qu'au prix d'une réduction d'activité qui, si elle devait être plus importante que celle qui interviendra en 2004, pourrait mettre en péril la capacité de l'établissement à assurer les grandes missions qui lui sont confiées.

Dès cette année, l'observatoire devra engager une réflexion sur la pertinence de sa méthode de travail au regard des orientations qui lui sont fixées par son conseil d'administration. A celui-ci de mettre à plat les grandes questions auxquelles il souhaite que l'établissement puisse apporter des éléments de réponse. Il reviendra alors à l'équipe permanente, sous l'éclairage du collège scientifique, de redéfinir la méthode et les moyens nécessaires d'y parvenir.

Jean-Michel COSTES - Directeur

MEMBRES DU CA (AU 31 DECEMBRE 2003)

Président du conseil d'administration

Monsieur Philippe-Jean PARQUET

295 rue Saint Jacques

75005 Paris

Tel/Fax : 01 46 34 11 91

Courriel : jepar@ofdt.fr

Vice président du conseil d'administration

Monsieur Didier JAYLE,

Président

Mission Interministérielle à la Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie (MILDt)

7, rue Saint Georges

75009 PARIS

Tel : 01 44 63 20 50

Fax : 01 44 63 21 01

Courriel : dominique.roptin@mildt.premier-ministre.gouv.fr

Suppléant : Monsieur Patrick SANSOY

Ministère de la Santé, de la famille et des personnes handicapées

Monsieur Pascal MELIHAN CHEININ

Direction Générale de la Santé, bureau SD6B

8, avenue de Ségur

75007 – Paris

Tel : 01 40 56 41 27 ou 01 40 56 60 00 (standard)

Fax : 01 40 56 40 56

Courriel : pascal.melihan-cheinin@sante.gouv.fr

Ministère délégué à la ville et à la rénovation urbaine auprès du ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité

Madame Claude BREVAN

Délégation interministérielle à la vie et au développement urbain

194, avenue du Président Wilson

93217 Saint Denis la Plaine

Tel : 0149174656

Fax : 0149174694

Courriel : claude.brevan@ville.gouv.fr

Suppléant : Mme Pascale Bruston

Ministère de la Justice

Monsieur Dominique LUCIANI

DACG

13, place Vendôme

75042 Paris cedex 01

Tel : 01 44 77 65 01

Fax : 01 44 77 60 21

Courriel : dominique.luciani@justice.gouv.fr

Ministère de la Défense

Monsieur Christophe METAIS

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA GENDARMERIE NATIONALE

DGGN/SOE/BPJ

35, rue Saint Didier

75775 Paris cedex 16

Tel : 01 53 65 40 00

Fax : 01 53 65 41 96

Courriel : bac.dggn@gendarmerie.defense.gouv.fr

Suppléant : Monsieur Jacques DIACONO

Ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales

Monsieur Michel BOUCHET, chef de la MILAD

DIRECTION DE LA POLICE NATIONALE

11, rue des Saussaies

75800 Paris

Tel : 01 49 27 49 27

Fax : 01 40 07 60 60

Courriel : cabdgn.milad@interieur.gouv.fr

Ministère des Affaires Etrangères

Monsieur Sidy DIALLO

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE

DCT/HSA

20, rue Monsieur

75700 PARIS 07 SP

Tel : 01 53 69 3 37

Fax : 01 53 69 37 19

Courriel : sidy.diallo@diplomatie.gouv.fr

Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie Secrétariat d'Etat chargé du Budget

Monsieur Jean PUIG

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES ET DES DROITS INDIRECTS

23bis rue de l'université

75700 Paris 07 sp

Tel : 01 44 74 46 81 ou 82

Fax : 01 44 74 45 27

Courriel : jean.puig@douane.finances.gouv.fr

Ministère de la Jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche

Monsieur Pierre BRESSAN

DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

D.J.E.P

Sous direction éducation populaire et vie associative

BUREAUX ÉCHANGES INTERNATIONAUX ET PRATIQUES CULTURELLES SOCIALES

78 rue Olivier de Serres

75739 Paris cedex 15

Tel : 01 40 45 93 68

Fax : 01 45 31 82 38

Suppléant : Madame Dominique BILLET

Ministère délégué à l'Enseignement Scolaire, auprès du Ministère de la Jeunesse, de l'Education Nationale et de la Recherche

Madame Dominique GAMBIER

DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

107, rue de Grenelle

75007 PARIS 07 SP

Tel : 01 55 55 10 06

Fax : 01 55 55 38 02

Courriel : martine.cauville@education.gouv.fr

Ministère déléguée à la Recherche et aux Nouvelles Technologies, auprès du Ministère de la Jeunesse, de l'Education Nationale et de la Recherche

Monsieur Michel PAILLARD

CDR 5 Sciences et vie, bio et médecine

1, rue Descartes

75231 Paris cedex 05

Tel : 01 55 55 88 35

Fax : 01 55 55 96 95

Courriel : michel.paillard@recherche.gouv.fr

Ministère des sports

Madame Nathalie GAUTRAUD

DIRECTION DES SPORTS

Sous direction de l'action territoriale

BUREAU DE LA PROTECTION DES SPORTIFS ET DU PUBLIC

95 AVENUE DU STADE DE FRANCE

75650 PARIS cedex 13

Tél. : 01 40 45 94 15

Fax : 01 40 45 97 56

Courriel : rochanak.mirfendereski@sports.gouv.fr

Suppléante : Madame Rochanak MIRFENDERESKI

Fédération Nationale des Observatoires Régionaux (FNORS)

Monsieur Alain TRUGEON, Président

62, boulevard Garibaldi

75015 PARIS

Tel. : 01 56 58 52 40

Fax : 01 56 58 52 41

Courriel : info@fnors.org

Suppléant : Danielle Fontaine

TOXIBASE

Monsieur Gérard CAGNI, Président

30 Boulevard de Strasbourg

21000 Dijon

Tel : 03 80 68 27 27

Fax : 03 80 68 2720

Courriel : G.Cagni@wanadoo.fr

Directeur de l'OFDT

Monsieur Jean-Michel Costes

105, rue La Fayette 75010 Paris

Tel : 01 53 20 16 16 - Fax : 01 53 20 16 00

Nouvelles coordonnées :

3 Avenue du Stade de France 93218 St Denis La Plaine Cedex

Tel : 01 41 62 77 16 – Fax : 01 41 62 77 00

Courriel : ofdt@ofdt.fr

Commissaire du Gouvernement

Monsieur Olivier RATEAU
Inspection Générale des Affaires Sociales
75, rue du Cherche Midi
75006 Paris
Tel - Fax : 01 42 22 75 33
Courriel : olivier.rateau@sante.gouv.fr

Contrôleur d'Etat

Monsieur Michel BRAULT
Ministère de la santé, de la famille et des personnes handicapées
8, avenue de Ségur
75350 PARIS 07 SP
Tel : 01 40 56 58 37
Fax : 01 40 56 57 36
Courriel : cf-division3@sante.gouv.fr
Suppléant : Madame Myriam RESSAYRE

Président du collège scientifique de l'OFDT

Monsieur Claude GOT
56, route de Sainte Gemme
78860 Saint Nom La Bretèche
Tel : 01 34 62 15 09
Fax : 01 34 62 02 05
Courriel : gotclaude@wanadoo.fr

MEMBRES DU CS (AU 31 DECEMBRE 2003)

Président du collège scientifique de l'OFDT

Monsieur Claude GOT

56 route de Sainte Gemme
78860 Saint Nom La Bretèche
Tel : 01 34 62 15 09
Fax : 01 34 62 02 05
Courriel : gotclaude@wanadoo.fr ou clgot@ofdt.fr

Membres nommés statutairement

INSERM

Madame Annette LECLERC
Inserm unité 88
Directrice de recherche
Hôpital Saint Maurice
14 rue du Val D'Osne
94415 Saint Maurice cedex 1
Tel : 01 45 18 38 74
Fax : 01 45 18 38 89
Courriel: unite88@st-maurice.inserm.fr

Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DRESS)

Madame Christine DE PERETTI
Ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité
11, place des 5 martyrs du lycée buffon
75696 Paris cedex 15
Tel : 0140568063
Fax: 0140568130
Courriel: christine.deperetti@sante.gouv.fr

Office Central de Répression du Trafic Illicite des Stupéfiants (OCRTIS)

Monsieur Vincent WEILER
Ministère de l'intérieur
Responsable FNAILS
101, rue des trois fontanots
92000 Nanterre
Tel : 01 40 97 84 24
Fax : 01 40 97 87 58

Direction centrale du service de santé des armées (DCSSA)

Monsieur Jean-Dominique FAVRE
Ministère de la défense
Hôpital instruction des armées de Percy
101, avenue Henri Barbusse
BP 406
92141 Clamart cedex
Tel : 01 41 46 65 75
Fax : 0141466950
Courriel: sfajdf@aol.com



Institut National de la Statistiques et des Etudes Economiques (INSEE)

Monsieur François CLANCHE

Insee F- 170

Responsable division enquêtes et études démographiques de DSDS

18 Boulevard Adolphe Pinard

75675 Paris cedex 14

Tel. : 01 47 17 54 24

Fax : 01 41 11 17 62

Courriel : francois.clanche@insee.fr

Service statistique du Ministère de la justice

Monsieur Baudouin SEYS

Sous direction statistiques, études et documentation

SDSED

13 Place vendôme

75001 Paris

Tel : 01 44 77 66 00

Fax : 01 44 77 66 50

Courriel: baudouin.seys@justice.gouv.fr

Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI)

Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie

Secrétariat chargé du budget

Madame Annick THEODET

23bis, rue de l'université

75007 Paris

Tel : 01 44 74 41 75

Fax : 01 55 04 65 42

Courriel : annick.theodet@douane.finances.gouv.fr

Service technique de renseignements judiciaires de la Gendarmerie Nationale

DGGN – STRJD

Ministère de la défense

Monsieur Thierry DUMOULIN

Chef d'escadron

35 Rue Saint-Didier

75775 Paris Cedex 16

Tel : 01 49 35 54 02

Fax : 01 49 35 56 19

Courriel: dumoulin.thierry@laposte.net

Membres nommés à titre personnel

Madame Marie-Danièle BARRE

Centre de Recherches Sociologiques sur le Droit et les Institutions Pénales

CESDIP

43 Boulevard Vauban

78280 Guyancourt

Tel : 01 34 52 17 18

Fax : 01 34 52 17 17

Courriel: barre@ext.jussieu.fr

Monsieur Sylvain DALLY

Praticien hospitalier, professeur des universités

200 Rue du Faubourg St Denis

75475 PARIS CEDEX 10

Tel : 0140054266

Fax : 0140054267

Courriel: sylvain.dally@lrb.ap-hop-paris.fr

Monsieur Alain EPELBOIN
anthropo-écologie et ethnobiologie
CNRS – MNHN
Chargé de recherche
57 rue Cuvier
75005 Paris
Tel. : 0140793429
Fax : 0140793891
Courriel: epelboin@cimrs1.mnhn.fr

Madame Isabelle GREMY
Observatoire régional de santé Ile de France
21-23 rue Miollis
75732 PARIS cedex 15
Tél. : 01 44 42 64 70
Fax : 01 44 42 64 70
Courriel: i.gremy@ors-idf.org

Monsieur Olivier GUERIN
Cour de cassation
Magistrat, avocat général cour de cassation
5, quai de l'Horloge
75001 Paris
Tel : 0144326849
Courriel: olivier.guerin@justice.fr

Monsieur Olivier JACOB
Intersecteur des pharmacodépendances
IDP
Chef du service Psychiatrie
CHS Jury Les Metz
BP 1084
57038 Metz cedex 01
Tel : 03 87 56 39 60
Fax : 03 87 56 39 51
Courriel : c.jacob.baud@fnac.net

Monsieur Serge KARSENTY
Centre National pour la Recherche Scientifique
Laboratoire Droit et changement social
MSH Ange Guepin
BP 76235
44262 NANTES cedex 2
Tel : 02 40 20 65 34
Fax : 02 40 20 65 20
Courriel: serge.karsenty@wanadoo.fr

Monsieur Pierre KOPP
6, rue Duméril
75013 Paris
Tel : 01 45 35 19 08
Fax : 01 45 35 19 08
Courriel: pkopp@univ-paris1.fr

Monsieur Antoine LAZARUS

Université de Paris XIII
UFR Léonard de Vinci
Département de Santé Publique et de Médecine Scientifique
74 rue Marcel Cachin
93000 Bobigny
Tel. : 01 48 38 76 84
Fax : 01 48 38 76 09
Courriel: a.lazarus@smbh.univ-paris13.fr

Monsieur Nacer LALAM

Institut des hautes études de la sécurité intérieure
IHESI
Les Borromées
3 Avenue du stade de France
93210 Saint Denis La Plaine
Tel. : 01 55 84 53 00
Fax : 01 55 84 54 26
Courriel: lalam@freesurf.fr

Madame Annie SASCO

CIRC/INSERM
Chef de l'unité épidémiologie pour la prévention du cancer DR INSERM
150 Cours Albert Thomas
69372 Lyon cedex 08
Tel : 04 72 73 84 12
Fax : 04 72 73 83 42
Courriel: sasco@iarc.fr

Madame Catherine SERMET

CREDES
10 rue Vauvenargues
75018 Paris
Tel : 01 53 93 43 10
Fax : nc
Courriel: sermet@credes.fr

ORGANIGRAMME DE L'OFDT

(31/12/2003)

Conseil d'administration :
Philippe-Jean Parquet - Président
Didier Jayle - Vice Président

Jean-Michel COSTES
Directeur

Matthieu Chalumeau
Attaché de direction

Commissaire du gouvernement
Olivier Rateau

Agence comptable

Jean Franka
Agent comptable

Marie-Claude Roisnard
Adjoint comptable, fondée de pouvoir
Catherine Hirzel
Adjoint comptable

Pôle Indicateurs	Pôle Enquêtes en population générale	Pôle Evaluation des politiques publiques	Pôle Trend	Pôle Valorisation et diffusion de l'information	Service Architecture et moyens techniques	Service « financier » et du personnel	Secrétariat
Christophe Palle Responsable	François Beck Responsable	Cristina Diaz-Gomez Responsable	Pierre-Yves Bello Responsable	Julie-Emilie Adès Responsable, chargée de communication	Bernard Legoueix Responsable	Jean Franka Agent comptable	Fatima Amayou Secrétaire
Dominique Lopez Chargée d'études	Stéphane Legleye Chargé d'études	Carine Mutatayi Chargée d'études	Michel Gandilhon Chargé d'études	Hassan Berber Chargé des publications		Marie-Claude Roisnard Adjoint comptable, fondée de pouvoir	Nadine Landreau Secrétaire
Hélène Martineau Chargée d'études		Stanislas Spilka Chargé d'études	Ivana Obradovic Chargée d'études	Isabelle Giraudon Chargée d'études	Laurence Callard Documentaliste		Valérie Mouginot Secrétaire
Agnès Cadet-Tairou Chargée d'études			Abdalla Toufik Chargé d'études	Anne De l'Eprevier Documentaliste	Thierry Delprat Rédacteur, chargé de projet internet	Catherine Hirzel Adjoint comptable	Guillaume Prunier Secrétaire
			Laure Vaissade Chargée d'études	Frédérique Million Infographiste			
Pôles scientifiques				Services administratifs et techniques			

Observatoire français des drogues et des toxicomanies
105, rue La Fayette
75010 Paris
Tel : 01 53 20 16 00
Fax : 01 53 20 16 16
Courriel : ofdt@ofdt.fr

Changement d'adresse à partir de février 2004 :
Observatoire français des drogues et des toxicomanies
3, avenue du Stade de France
93218 St Denis La Plaine Cedex
Tel : 01 41 62 77 16
Fax : 01 41 62 77 00
Courriel : ofdt@ofdt.fr
Site Internet : www.ofdt.fr et www.drogues.gouv.fr